

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 30 JUIN 2016

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS ET DE PETITS DÉPLACEMENTS

AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2016

(PAYS DE LA LOIRE)

NOR : ASET1650819M

IDCC : 1596, 1597

---

Entre

FFB Pays de la Loire

CAPEB Pays de la Loire

Ouest SCOP BTP

D'une part, et

UR CFDT Pays de la Loire

CGT-FO Pays de la Loire

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnités de transports et trajets*

En application du chapitre I<sup>er</sup> « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part ; et en

application de l'article 2.6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *JO* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de transports et de trajets des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Au 1<sup>er</sup> octobre 2016

(En euros.)

PAYS DE LA LOIRE	ZONES							
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2016	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	0,48	0,67	1,88	4,04	5,06	6,05	6,80	8,09
Transport	0,75	0,96	3,73	7,05	10,79	16,06	17,21	20,83

## Article 2

### *Indemnités de repas*

En application du chapitre I<sup>er</sup> « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, et en application de l'article 2.6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des Pays de la Loire du 1<sup>er</sup> décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *JO* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de repas des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée est fixé à 9,05 €.

## Article 3

### *Application*

Le présent barème des indemnités de petits déplacements (repas, transports, trajets) entrera en application à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016.

## Article 4

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du code du travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Nantes.

## Article 5

### *Demande d'extension*

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Nantes, le 30 juin 2016.

(Suivent les signatures.)